

Les subsides

Le député croit-il que nous devrions abandonner maintenant toutes négociations avec notre plus grand partenaire commercial si ces négociations portent sur les barrières tarifaires et non tarifaires? Croit-il que nous devrions laisser aller les choses sans négociation ou que nous devrions négocier une réduction des barrières non tarifaires, ou la suppression de ces barrières, et en même temps une réduction des tarifs?

M. Langdon: Monsieur le Président, je serai très bref. Mon allocution portait sur les grandes avenues que nous aurions empruntées. En ce qui concerne le point précis que soulève le député, je répondrai qu'il faut évidemment se pencher sur le problème des barrières non tarifaires. Toutefois, on peut le faire de deux façons. On peut l'aborder de façon bilatérale à partir d'une position de faiblesse, et en sortir perdant tout simplement à cause de la puissance et de l'influence du partenaire avec lequel on négocie. Je crois que c'est là la démarche que le gouvernement a choisie. L'autre possibilité consisterait à négocier avec les Américains dans le cadre de la prochaine série de négociations sur le libre-échange qui a déjà commencé et à laquelle participent des pays du monde entier. Ces négociations—et je sais de quoi je parle pour les avoir vu démarrer en Uruguay, le mois dernier—semblent devoir déboucher sur un accord plus juste, plus clair et plus avantageux avec les États-Unis que ne pourraient le faire des négociations bilatérales.

• (1150)

L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je suis heureuse d'avoir une fois de plus l'occasion de retracer à la Chambre les grandes lignes de notre politique commerciale, puisque c'est une question importante qui concerne de nombreux Canadiens. Après avoir écouté le député d'Essex—Windsor (M. Langdon), je pense pouvoir résumer son discours en trois mots: négatif, négatif et négatif.

Il nous a montré une fois de plus que le Nouveau parti démocratique était complètement dépassé et à côté de la plaque. Son discours ne comportait rien de constructif. Il ne soulignait pas que le commerce assure l'emploi d'un Canadien sur trois. Il ne disait pas que notre politique commerciale doit servir à garantir et à améliorer l'emploi des Canadiens. Il ne soulignait pas que les Canadiens doivent être concurrentiels, qu'ils le sont et qu'ils veulent l'être. La stratégie du NPD, c'est la confusion.

J'ai déjà fait à la Chambre le bilan des initiatives commerciales internationales de notre gouvernement. C'est à l'opposition de défendre les positions qu'elle a prises. Il suffit que je répète nos orientations politiques et nos réalisations qui sont parfaitement claires.

Permettez-moi de commencer par vous expliquer le contexte de cette orientation de la politique commerciale du gouvernement. Nous partons de la constatation qu'il y a dans le monde contemporain des modifications globales, telles que des modifications d'ordre technologique et des redistributions des partenaires de l'économie mondiale, et de la constatation que les règles qui régissent le commerce international laissent actuellement à désirer.

Le programme exposé aujourd'hui montre que l'opposition vit encore à l'âge de la pierre. Elle ne vit pas dans les années 80, et n'est pas consciente des changements qui s'accomplissent

dans le monde entier. Ce sont des changements qui interpellent les Canadiens. Le Nouveau parti démocratique veut faire peur aux Canadiens, mais ceux-ci ont la conviction qu'ils sont capables de vivre et de travailler dans cette mouvance du monde qui nous environne.

De notre côté de la Chambre, du côté du gouvernement, nous nous rendons compte que le commerce, les investissements et la technologie ont créé un monde d'interdépendance. Les pays dépendent plus que jamais les uns des autres en tant que créanciers, débiteurs, acheteurs et vendeurs. Pourtant, les nations et leurs entreprises commerciales se concurrencent aussi plus que jamais. Comme la concurrence globale s'accroît, il faut que le monde des affaires canadien relève le défi et que la politique commerciale du Canada vienne épauler notre aptitude à le relever. Cela est d'autant plus vrai que nous avons un petit marché intérieur et que le Canada a besoin des marchés d'exportation pour vendre. Notre politique commerciale doit toujours être le reflet de cette considération. Or, c'est là quelque chose que le Nouveau parti démocratique n'admet jamais.

Le député parle du GATT. Il a oublié de reconnaître que nous avons mis sur pied une stratégie à deux volets en matière de politique commerciale. D'une part, nous avons nos négociations bilatérales avec les États-Unis, notre plus important client et de loin, qui représentent plus de 70 p. 100 de nos exportations. L'autre volet également important de notre politique, c'est le cycle de négociations de l'Uruguay sous les auspices de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

Permettez-moi de commencer par le cycle de négociations de l'Uruguay. Le résultat de la réunion de Punta del Este a été une déclaration ministérielle mise au point aux petites heures du dernier jour de la conférence. C'est une déclaration impressionnante. Elle est beaucoup plus ambitieuse et plus générale qu'on n'aurait osé l'imaginer, compte tenu des pressions qui ont entouré sa rédaction. Le cycle de négociations de l'Uruguay sera l'un des plus lourds de conséquences jamais organisés sous les auspices du GATT. Le Canada a fait inscrire à l'ordre du jour des questions d'importance cruciale pour le Canada. Qu'avons-nous obtenu?

Tout d'abord, les ministres se sont engagés à bloquer la situation dans leurs pays et à revenir sur les mesures protectionnistes, et ils ont établi de meilleures mesures de surveillance renforçant le pouvoir du GATT. C'est important aujourd'hui, car le système du GATT est affaibli.

En second lieu, on a accordé une priorité importante à l'agriculture. La participation du Canada au groupe de Cairns pour un commerce agricole équitable a contribué à faire une place importante à l'agriculture dans l'ordre du jour car nous voulons mettre fin aux guerres de subvention. Nous ne sommes pas les auteurs de ces guerres, nous en sommes les victimes. Nous ne pouvons pas jouer à «faire sauter la banque» comme les États-Unis et la Communauté européenne. Nous nous efforçons au contraire d'arrêter cela.

Troisièmement, nous avons souligné la nécessité de permettre au Canada d'avoir un accès plus sûr à ses marchés. À cet égard, le Canada a formé une coalition avec divers autres pays producteurs de ressources et a réussi à faire mettre à l'ordre du jour les problèmes spécifiques au commerce des ressources naturelles ainsi que des produits à base de ressources.